



# Assemblée générale

Distr. générale  
20 septembre 2017  
Français  
Original : anglais

---

**Soixante-douzième session**

Points 84 et 120 de l'ordre du jour

**L'état de droit aux niveaux national  
et international****Application des résolutions de l'Organisation  
des Nations Unies****Note verbale datée du 19 septembre 2017, adressée  
au Secrétaire général par la Mission permanente  
de la République bolivarienne du Venezuela  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies transmet le communiqué ci-joint du Ministère des affaires étrangères du pouvoir populaire de la République bolivarienne du Venezuela, au sujet des nouvelles menaces à la souveraineté, la paix et la stabilité de son pays, proférées par le Président Donald Trump lors d'un dîner en présence des plus hautes autorités de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie et du Panama, dans le cadre de la campagne d'agression dirigée contre le Venezuela (voir annexe).

La Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies demande la circulation du texte de la présente note verbale et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 84 et 120 de l'ordre du jour.



**Annexe à la note verbale datée du 19 septembre 2017  
adressée au Secrétaire général par la Mission permanente  
de la République bolivarienne du Venezuela  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

**République bolivarienne du Venezuela  
Ministère des affaires étrangères du pouvoir populaire**

**Communiqué**

Le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela dénonce devant les peuples du monde les nouvelles menaces à la souveraineté, la paix et la stabilité de notre pays, proférées par le Président des États-Unis Donald Trump lors d'un dîner où étaient conviées les plus hautes autorités de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie et du Panama. Ces dernières ont été sommées d'intensifier la campagne d'agression visant le Venezuela. Nous savons que les peuples frères de ces pays rejeteront ces injonctions et réclameront à leurs dirigeants d'agir dignement pour protéger la souveraineté de Notre Amérique; nous sommes donc certains de leur solidarité.

Partisan de la suprématie de la race blanche, le Président Trump a une obsession pathologique pour le Venezuela, mais avec les peuples du monde à nos côtés, nous continuerons de repousser sur les terrains politique et diplomatique, et sur tout autre terrain approprié, les agressions intolérables du Gouvernement des États-Unis.

Il est honteux et odieux que le Président Santos, pour éviter une sanction du Gouvernement des États-Unis suite à l'augmentation démesurée de la production de cocaïne, choisisse d'accuser le Venezuela de déstabiliser la région et en arrive à demander un changement de régime dans le pays, alors que pendant des années, le Venezuela a enduré les conséquences de la guerre civile colombienne et a, malgré tout, fait tout son possible pour garantir la paix en Colombie.

Ces représentants indignes de leur peuple ne se rendent pas à New York, lieu privilégié de la concertation internationale, pour traiter des grands problèmes auxquels est confrontée la région, à savoir : la souffrance des migrants; la nécessité de solder la dette sociale et de promouvoir le développement durable; la lutte contre le trafic de drogue en s'attaquant à son principal marché, ou contre les conséquences des changements climatiques, illustrées récemment par le passage d'ouragans dans les Caraïbes, mais au contraire, pour se soumettre et se plier aux injonctions du Président Trump contre le Venezuela.

La République bolivarienne du Venezuela continuera à défendre son indépendance et à résister avec fermeté aux attaques du Gouvernement raciste des États-Unis, qui cherche à mater toute la région. Le Venezuela est une nation fière de son histoire forgée par des femmes et des hommes qui ont donné leur vie pour la liberté dont nous jouissons aujourd'hui. Aucun président suprématiste ne fera plier notre peuple.

Caracas, le 19 septembre 2017